

## FINISTÈRE : L'avenir économique sacrifié une fois de plus

Les délégués mandatés des Unions départementales des syndicats C.G.T. et C.F.T.C., de la section départementale de la F.E.N., de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, réunis à Brest, le 26 novembre 1963, ont procédé à un échange de vues sur la situation économique du département avant la visite du Premier ministre à Brest, à l'occasion de l'inauguration de l'usine électronique C.S.F.

Les organisations syndicales ouvrières, universitaire et paysanne, en se félicitant de la création d'un certain nombre d'emplois nouveaux dans le département, tiennent à souligner que le grave problème du plein emploi est loin d'être résolu, du fait,

D'une part : des menaces qui pèsent sur les industries traditionnelles comme l'arsenal de Brest ;

Et, d'autre part : de l'importance de l'émigration (entre 1954 et 1962, un Breton sur six, une Bretonne sur cinq, de 20 à 30 ans, ont quitté la région) ; du nombre important de jeunes qui arrivent à l'âge d'entrer au travail ; des hommes qui, de plus en plus, doivent quitter l'agriculture (plus de 2.000 Finistériens quittent l'agriculture chaque année).

Une politique de plein emploi, liée à une amélioration constante du niveau de vie de l'ensemble des travailleurs, exige la multiplication des investissements publics dans le département et la région, notamment dans le domaine de l'Education nationale, de la formation professionnelle, du logement et de l'équipement industriel.

Or, le budget de 1964 présenté par le gouvernement, actuellement en discussion au Parlement, fait apparaître, par rapport au budget de 1963, une diminution importante des crédits d'investissements intéressant la région, en particulier pour l'Education nationale, le logement, les travaux publics et transports et l'agriculture.

*Une fois de plus, c'est l'avenir économique et social du département et de la région bretonne qui est sacrifié.*

Les organisations syndicales ouvrières, enseignantes et paysannes se doivent également d'exprimer le mécontentement grandissant des travailleurs des villes et des campagnes, devant la politique antisociale du gouvernement.

Conscientes de la gravité des problèmes économiques et sociaux, communs à la population du département, les organisations départementales CGT, CFTC, FEN et FDSEA maintiendront les contacts, pour prendre en commun toutes les initiatives nécessaires pour exprimer la volonté des travailleurs de toutes catégories de défendre le droit au travail, et d'améliorer le niveau de vie de la population laborieuse du Finistère.